

mardi 5 février 2008

ArcelorMittal: Sarkozy prend des engagements en Lorraine

SIDÉRURGIE. En visite hier sur le site de Gandrange (Moselle), où la suppression de 600 postes est prévue, le chef de l'État a annoncé que les pouvoirs publics sont prêts à aider, y compris financièrement, l'usine. Un dossier emblématique qui permet à l'Élysée de réaffirmer son volontarisme pour maintenir l'emploi industriel en France.

► ÉCONOMIE Page 25

Nicolas Sarkozy redonne de l'espoir à l'industrie lorraine



INDUSTRIE. Le président de la République s'est rendu hier matin à Gandrange (Moselle) pour apporter son soutien aux salariés d'ArcelorMittal. Il veut étudier et éventuellement soutenir financièrement les solutions qui permettraient de sauver les 600 emplois menacés. Page 23

Sarkozy redonne espoir à la Lorraine

INDUSTRIE

Le chef de l'État défend le volontarisme industriel et s'engage à investir dans le site lorrain d'ArcelorMittal de Gandrange.

LES SALARIÉS d'ArcelorMittal à Gandrange (Moselle) ont retrouvé des raisons d'espérer, après la visite éclair de Nicolas Sarkozy hier matin. Il y a quinze jours, c'était la déprime. ArcelorMittal annonçait la fermeture de l'aciérie et d'un des deux laminoirs, soit la disparition de 595 postes, sans suppressions d'emplois, sur un total de 1 100. La direction s'était engagée à reclasser dans ses usines à proximité tous les salariés qui n'étaient pas concernés par un départ à la retraite.

Changement de ton hier matin, après la venue du chef de l'État, qui a déclaré qu'« un pays où il n'y a plus d'usines est un pays où il n'y a plus d'économie ». Avant d'ajouter que « l'État préfère investir pour moderniser le site plutôt que de payer pour accompagner des gens, soit en préretraite, soit au chômage ». Bien décidé à trouver une issue convenable, Nicolas Sarkozy a promis de revenir lui-même pour « annoncer la solution qu'on aura trouvée ».

« Cette visite était extrêmement intéressante, s'enthousiasme Xavier Phan Dinh, délégué CGT à Gandrange. M. Sarkozy s'est dit prêt à écouter le contre-projet industriel que nous préparons. Cela devrait permettre la survie du site. » Reste une question : comment l'État peut-il intervenir dans une entreprise largement bénéficiaire, sans heurter les règles de la concurrence ? « Nicolas Sarkozy a mis sa cré-

dibilité en jeu. Nous souhaitons qu'il tienne ses engagements, au-delà des élections municipales », ajoute la CGT.

La semaine dernière, un premier pas avait déjà été fait, après une rencontre à l'Élysée entre le président de la République et Lakszmi Mittal. Le président d'ArcelorMittal avait alors accepté le principe d'un « gel » de deux mois du processus, le temps que les syndicats élaborent un contre-projet industriel. À cette occasion, il avait annoncé la création d'un fonds de 20 millions d'euros pour la Lorraine. Soucieux de ne pas se priver d'un tel allié, Nicolas Sarkozy a veillé à ne pas le stigmatiser, précisant avoir été « bien content que M. Mittal reprenne Arcelor ».

L'exemple d'Alstom

Toutes les hypothèses sont désormais ouvertes. Y compris le rachat du site par un tiers. Nicolas Sarkozy a aussi évoqué la mise en place d'un plan de formation qui pourrait être entièrement pris en charge par l'État. Le défaut de qualification des nouveaux embauchés est une des raisons évoquées par les syndicats pour expliquer les 36 millions d'euros de pertes affichées par le site l'année dernière. « Les sommes que nous avons perdues en raison d'un défaut de conception de l'aciérie, soit 120 millions d'euros en un an, correspondent au coût de construction d'une nouvelle aciérie », plaide la CFE-CGC.

Le chef de l'État fait à nouveau preuve de volontarisme industriel. « On essaye de faire avec vous ce qu'on a fait avec Alstom », n'a pas hésité à lancer le président. Ministre de l'Économie, il avait contri-



Lors de sa visite à Gandrange, Nicolas Sarkozy a évoqué la mise en place d'un plan de formation pris en charge par l'État. F. Florin/AFP

bué au sauvetage d'Alstom en 2004, après d'âpres négociations avec Bruxelles et une prise de participation de l'État français de 800 millions d'euros au capital de l'entreprise. Un véritable succès : Alstom a non seulement échappé à la faillite, mais recommence à embaucher dans ses usines françaises (notamment à Belfort).

Nicolas Sarkozy ne compte pas s'arrêter à Gandrange. Il a promis de se rendre aussi à Toul, où se trouve l'usine de pneus Kléber (groupe Michelin) dont la fermeture, programmée d'ici à fin 2009, aboutira à la suppression de 826 postes. Michel Rollier, cogérant de Michelin sera reçu aujourd'hui à l'Élysée.

ELSA BEMBARON

Mittal obtient 270 millions pour rester à Liège

■ C'est également grâce à l'intervention des pouvoirs publics que le bassin sidérurgique de Liège, en Belgique, conservera, au moins jusqu'en 2012, son haut-fourneau de Seraing avec à la clé près de 1 800 emplois directs sauvegardés. La région wallonne et le gouvernement fédéral accorderont gratuitement à Mittal l'équivalent de 13 millions de tonnes de permis de polluer d'ici

2013, soit, au cours actuel du carbone, environ 273 millions d'euros. 7 millions de tonnes de CO2 resteront à la charge de Mittal. Objectif : éviter la fermeture du haut-fourneau. Le compromis a été arraché en fin de semaine dernière. Michel Wurth, membre de la direction d'ArcelorMittal, avait menacé d'abandonner purement et simplement le projet.

P.A. (Bruxelles)